

Dans le cadre des travaux du **Groupe d'Action Royaliste** et en vue de la publication prochaine d'un dossier sur l'immigration dans "

L'Action Sociale Corporative

", voici la

première partie

d'un article rédigé il y a déjà quelques années et que je m'emploie à réactualiser pour le rendre le plus compréhensible et le plus efficace possible sur une question qu'il est toujours délicat d'aborder en ces temps de confusion intellectuelle et d'uniformisation de la pensée...

Le débat sur l'immigration est un débat empoisonné en France : la société française semble incapable de penser les phénomènes migratoires et leurs conséquences autrement que sous l'angle de la passion ou de la condamnation et, souvent, de la confusion. En parler, c'est déjà s'engager, voire se compromettre...

Mais fuir ce débat serait nier les réalités et s'empêcher d'intervenir, en fonction d'elles, dans la vie publique. Car l'immigration (en tant que mouvement, déracinement et installation nouvelle) , pose la question même de l'équilibre (et de la cohésion) social et de la définition (et de la nécessaire protection) de la communauté nationale, du « **cadre historique et civilisationnel constitué** ».

En fait, l'immigration n'a pas toujours été considérée comme un problème, soit parce qu'elle était limitée dans le nombre et le temps, soit parce que la communauté nationale d'accueil n'en ressentait aucun malaise. Nous évoquons ici l'immigration d'origine étrangère et non *l'immigration interne*

(exode rural, « aspiration parisienne », ...), en précisant qu'il serait sans doute plus juste d'en parler au pluriel, car l'immigration sud-européenne n'a pas les mêmes formes ni les mêmes fonds culturels que l'immigration nord-africaine, par exemple.

L'immigration, comme phénomène social contemporain (et c'est celui-ci que nous allons évoquer ici), est le déplacement, volontaire ou non, de personnes ou plus exactement de populations *atomisées*; vers une « autre terre », vers un « autre » espace étatique (et socio-culturel dans la plus grande partie des cas) : c'est en fait un **déracinement**, parfois d'ailleurs souhaité ou ressenti comme une délivrance par les personnes concernées, et de plus en plus un **déracinement définitif**, depuis les mesures de regroupement familial décidées par le président Giscard d'Estaing lors de son septennat.

La visibilité de l'immigration tient en grande partie à l'entassement des populations d'origines étrangères dans des banlieues devenues rapidement ingérables et, par là-même, invivables ou associables. Mais elle tient aussi aux caractères « d'étrangeté » des immigrés eux-mêmes de par leur identité physique et culturelle, et ces caractères, difficilement effaçables, constituent une « marque » parfois mal vécue par les immigrés comme par les populations autochtones.

Il est nécessaire de préciser que **les premiers concernés** (et les premières victimes, donc ?) **par l'immigration sont les immigrés eux-mêmes** et leur proche descendance (la « deuxième » ou la « troisième génération », nées en France). D'abord parce que **les premières vagues d'immigration ont été suscitées** (appelées et organisées, parfois très officiellement, dès le XIXe siècle et plus encore durant les « trente glorieuses »)

par des industriels désireux de trouver une main d'œuvre à la fois nombreuse et bon marché

, dans le but de ne pas augmenter (ou le plus lentement possible...) les coûts salariaux, c'est-à-dire, concrètement, les salaires ouvriers... : on peut parler, sans exagération mais avec des nuances, d'une véritable

traite humaine

appliquée à des populations issues de pays pauvres ou encore nationalement instables (Italie, Pologne... au XIXe siècle par exemple ; Algérie, Côte d'Ivoire, etc. au XXe). Certains sociologues emploient même le terme de «

déportation économique

» pour signifier le transfert de populations étrangères de leur pays natal au pays d'accueil, riche donc attrayant (donc, aussi, sentimentalement attractif...), ce qui facilitait le travail des «

rabatteurs

» chargés de recruter cette main d'œuvre considérée aussi comme moins coûteuse que la mise en place d'une modernisation ou d'une automatisation des structures industrielles. Dans l'application de cette politique économique, qui découle aussi d'une philosophie individualiste du profit immédiat et de interchangeabilité des individus (

un homme, une force de travail

: formule de

l'égalitarisme économique, négateur des appartenances communautaires

), la dignité et l'identité culturelle des personnes ne sont pas prises en compte. D'où de nombreux suicides dans ces populations déplacées et, en tout cas et chez de nombreuses personnes immigrées, un profond sentiment de malaise, de frustration, parfois de honte, sentiment qui peut aussi tourner au ressentiment, en particulier contre la société d'accueil.

(à suivre)